

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 16 mars 2026

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

English summary

Nigeria

- [Inflation remains stable in February at 15.1%](#)
- [Reshuffle at the Ministry of Finance](#)
- [The NUPRC has completed the pre-qualification stage of the tender process for 50 oil blocks;](#)
- [The Central Bank of Nigeria is incorporating AI into its anti-money laundering regulations;](#)
- [Launch of the iDICE Startup Bridge programme, partly funded by the AFD, to support 500 Nigerian start-ups.](#)

Ghana

- [France's trade deficit with Ghana hits a record high in 2025;](#)
- [Annual growth for 2025 stands at 6%;](#)
- [Key interest rate cut to 14%;](#)
- [The Ghana Cocoa Board \(COCOBOD\) allocates €336 million to settle arrears owed to cocoa farmers;](#)
- [The Bank of Ghana implements measures to diversify its reserves;](#)
- [Despite international pressure, Ghana introduces a new gold royalty system.](#)

Nigeria :

L'inflation stable en février, à 15,1% ; Remaniement au ministère des Finances ; La NUPRC a finalisé la phase de pré-qualification dans l'appel d'offres pour 50 blocs pétroliers ; La Banque centrale du Nigeria intègre l'IA dans ses règles de lutte contre le blanchiment d'argent ; Lancement de iDICE Startup Bridge financé en partie par l'AFD pour soutenir 500 startups nigérianes.

Ghana :

Déficit commercial record de la France envers le Ghana en 2025 ; La croissance économique se montre solide en 2025, à 6% ; Nouvelle baisse du taux directeur à 14% (- 150pb) ; Le COCOBOD débloque 336 M EUR pour régler les arriérés dus aux producteurs ; La Banque du Ghana cède une partie de son or pour diversifier ses réserves ; Le Ghana introduit un nouveau système de redevances sur l'or.

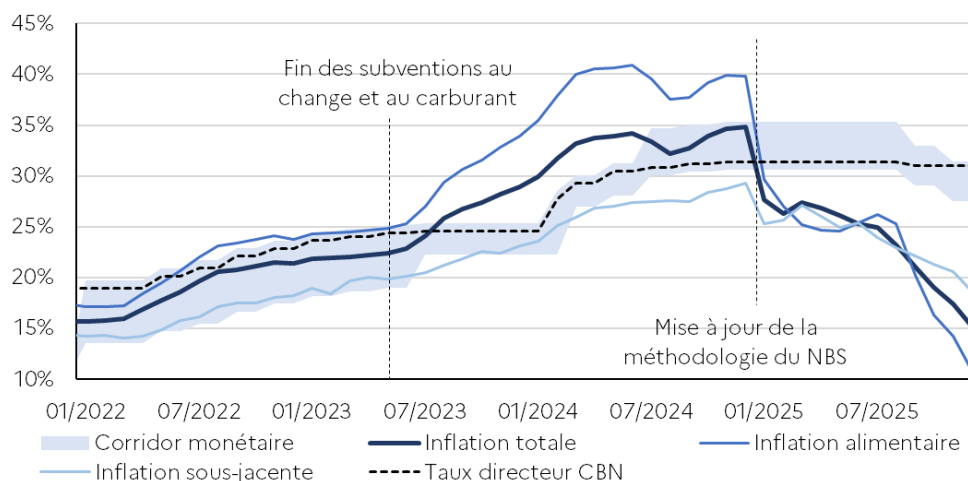
Nigeria

L'inflation stable en février, à 15,1%

[Le Bureau national des statistiques nigérian \(NBS\) a publié les résultats d'inflation du pays pour le mois de février 2026.](#) L'inflation totale s'établit à 15,1% en février, un niveau inchangé après 15,1% en janvier et 15,2% en décembre. Après une baisse quasi continue depuis décembre 2024, l'inflation semble ainsi atteindre un plancher autour de 15%.

En variation mensuelle, l'inflation atteint 2,0% en février, après une évolution négative en janvier (-2,88%), sous l'effet d'un rebond des prix alimentaires. Alors que ces derniers avaient reculé entre décembre et janvier (-6,0%), ils repartent à la hausse en février (+4,7%).

Évolution de l'inflation en glissement annuel au Nigeria depuis 2022



Source : National Bureau of Statistics

Clef de lecture : L'inflation du Nigeria s'élève à 15,1% en février 2026 (courbe bleu foncé), l'inflation alimentaire à 12,1% (courbe bleue) et l'inflation sous-jacente à 15,9% (courbe bleu clair). Le taux directeur de la CBN (pointillé noir) est de 26,5%. Le corridor monétaire est de -450/+50pts (aire bleu clair).

Remaniement au ministère des Finances

[Le Président Tinubu a nommé Taiwo Oyedele au poste de ministre d'État aux Finances.](#) Ce dernier occupait jusqu'à présent les fonctions de président du Comité présidentiel sur la politique fiscale et les réformes fiscales. Le Président Tinubu a souligné que l'engagement et l'expertise de Taiwo Oyedele en matière de politique fiscale ont été déterminants dans l'élaboration de réformes visant à simplifier le système, élargir l'assiette des recettes et améliorer l'environnement des affaires au Nigeria.

Taiwo Oyedele succède à Doris Uzoka-Anite, qui devient ministre d'État chargée du Budget et de la Planification économique. [Le sénateur Abubakar Atiku Bagudu demeure pour sa part ministre du Budget et de la Planification économique.](#)

La NUPRC a finalisé la phase de pré-qualification dans l'appel d'offres pour 50 blocs pétroliers

[L'autorité de régulation pétrolière amont du Nigeria, la NUPRC, a annoncé l'achèvement du processus de présélection des entreprises souhaitant participer à l'appel d'offres pour 50 blocs pétroliers.](#) La NUPRC a officiellement informé les candidats retenus, marquant ainsi le passage de la phase de présélection à celle des appels d'offres. Pour rappel, sur les 50 blocs proposés, 15 blocs sont terrestres, 19 blocs se trouvent en eaux peu profondes, 15 sont des bassins pionniers et 1 bloc se situe en eaux profondes.

La Banque centrale du Nigeria intègre l'IA dans ses règles de lutte contre le blanchiment d'argent

[La Banque centrale du Nigeria a officiellement reconnu l'intelligence artificielle comme un outil de lutte contre la criminalité financière, intégrant l'IA et l'apprentissage automatique dans ses pratiques.](#)

Les nouvelles normes de référence, conformes aux recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) dont le Nigeria a été retiré de la liste grise en octobre 2025, obligent les banques, les fintechs et les sociétés de paiement à déployer des systèmes automatisés de lutte contre le blanchiment d'argent.

Dans un contexte de digitalisation croissante du système financier nigérian, portée par les services bancaires mobiles, les plateformes fintech et les paiements instantanés, la Banque centrale du Nigeria oblige les institutions financières nigérianes à abandonner des processus de conformité largement manuels au profit d'une surveillance axée sur la technologie.

Lancement de iDICE Startup Bridge, financé en partie par l'AFD pour soutenir 500 startups nigérianes

[Le gouvernement fédéral nigérian a lancé le programme iDICE Startup Bridge pour soutenir plus de 500 fondateurs et start-ups en phase de démarrage qui font notamment face à des difficultés d'accès au financement.](#) Le programme offre des formations, du mentorat, des subventions pouvant atteindre 10 M NGN et des investissements jusqu'à 100 000 dollars. L'objectif est d'aider les entrepreneurs à transformer leurs idées en entreprises viables et à créer des emplois durables dans les secteurs numérique et créatif.

Ce programme fait partie de l'initiative plus large iDICE (Investment in Digital and Creative Enterprises) et est mis en œuvre par la Bank of Industry avec le soutien de partenaires internationaux comme la Banque africaine de développement, l'Agence française de développement et la Banque islamique de développement.

Ghana

Déficit commercial record de la France envers le Ghana en 2025

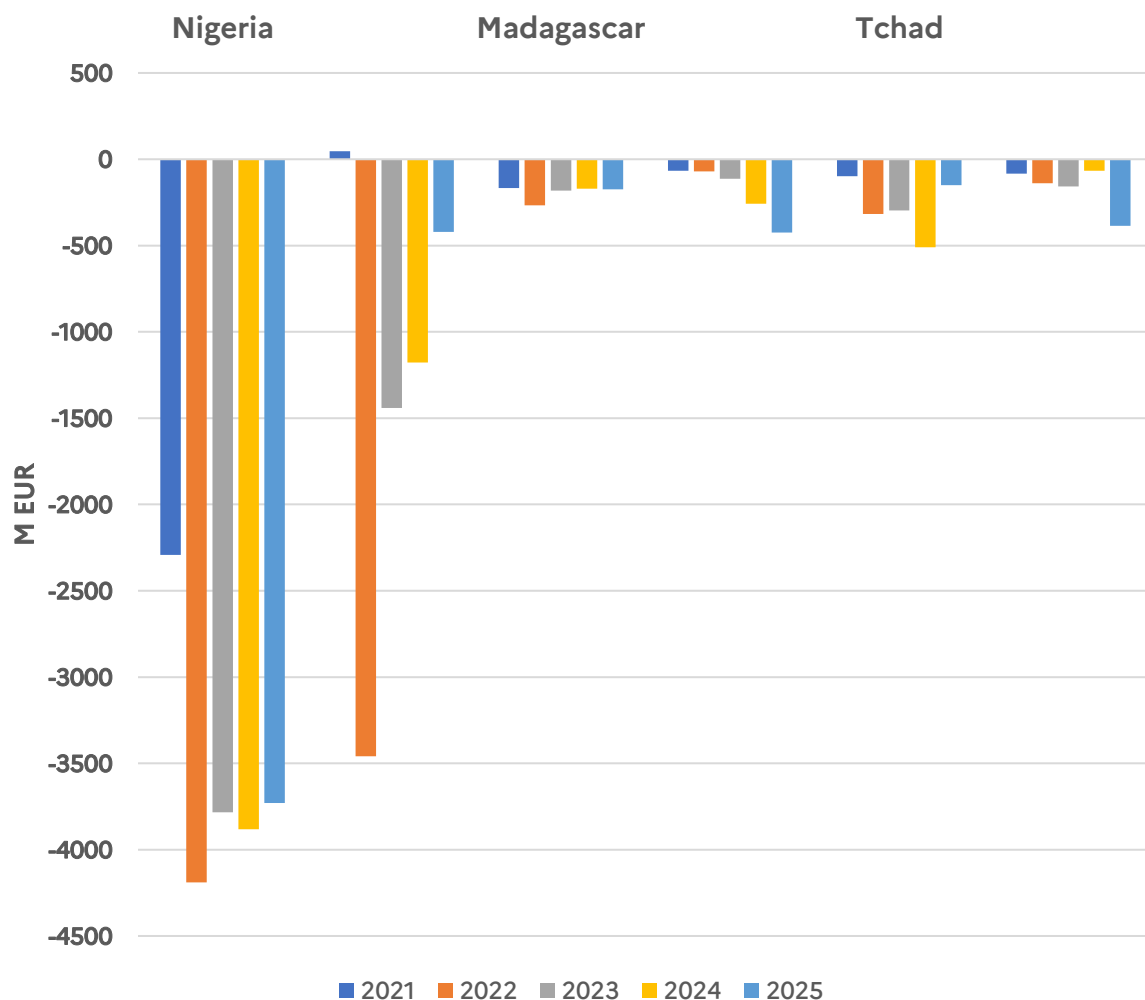
[En 2025, les échanges bilatéraux ont atteint un montant record sur la décennie écoulée, sous l'effet du dynamisme des exportations ghanéennes, creusant le déficit enregistré par la France.](#) Les échanges bilatéraux se sont élevés à 878 M EUR en 2025, après 681 M EUR au cours de l'exercice précédent (+29%), repassant pour la première fois

au-dessus de leur niveau prépandémique, et établissant même un record sur la décennie.

Cette tendance s'explique principalement par la hausse marquée des importations françaises en provenance du Ghana (+39% à 651,5 M EUR) alors que, dans le même temps, les exportations françaises vers le Ghana ne progressaient « que » de 7% à 226,6 M EUR (après un recul de 19% en 2024) soit un niveau comparable à celui qui prévalait avant la pandémie. En conséquence, le déficit commercial bilatéral de la France, récurrent depuis 2011, s'est creusé à un niveau record depuis 2014, passant de 257,3 M EUR en 2024 à 424,9 M EUR en 2025.

En 2025, le Ghana était le 7^e partenaire commercial (+ 4 places vs 2024) de la France en Afrique subsaharienne (et le 4^e en Afrique de l'Ouest), son 14^e client (le 9^e en Afrique de l'Ouest), et son 6^e fournisseur (le 3^e en Afrique de l'Ouest).

Principaux déficits commerciaux de la France en Afrique subsaharienne



La structure des échanges bilatéraux est demeurée relativement « classique » en 2025, les exportations de la France étant soutenues par ses points forts traditionnels (dont les produits pharmaceutiques), tandis que les achats français demeurent largement dominés par le cacao (80%) et, partant, sujets aux variations de prix de cette denrée.

La croissance économique se montre solide en 2025, à 6%

[Selon le Service statistique du Ghana \(GSS\), une croissance de 5,8% a été enregistrée en glissement annuel au quatrième trimestre 2025, portant la croissance à 6% en année pleine.](#) Ainsi, la croissance économique de 2025 a été plus élevée que celle de 2024, qui s'était élevée à 5,8% et a surpassé les dernières prévisions du FMI et de la Banque mondiale. Ainsi, le PIB du Ghana à la fin de l'année 2025 s'élève à 1,4 Bn GHS.

L'activité économique hors pétrole est restée le principal moteur de la croissance, progressant de 7,1% au quatrième trimestre, après 4,8% pour la même période en 2024. Le secteur des services en est la principale composante (50% du PIB total) et progresse de 8,6%, contribuant à hauteur de 63,4 % à la croissance globale. L'agriculture (20% du PIB) enregistre, elle, une croissance de 5,3%, après 3,2% un an auparavant et l'industrie (30% du PIB) une croissance de 1,9% après 0,3%. Ces bonnes performances sont freinées par une forte contraction de la production de pétrole et de gaz.

Au niveau sectoriel, les plus fortes progressions ont été enregistrées dans les secteurs de l'information et la communication (28,3%), l'administration publique, la défense et la sécurité sociale (11,8%), l'éducation (11,3%), les transports et l'entreposage (10,6%) et l'électricité (7,2%). À l'inverse, les sous-secteurs ayant enregistré un recul sont la sylviculture et l'exploitation forestière (-10,4%), l'hébergement et la restauration (-4,5%), la distribution d'eau et la gestion des déchets (-4%) et l'immobilier (-2%).

Nouvelle baisse du taux directeur à 14% (-150pb)

[À l'issue de la réunion du Comité de politique monétaire \(MPC\) du 18 mars, la Banque du Ghana \(BoG\) a décidé de réduire à nouveau son taux directeur de 150 points de base, le portant à 14,0%](#)

Le MPC considère que, malgré les risques à la hausse sur l'inflation – en particulier les effets possibles de la hausse des prix du pétrole et l'escalade des tensions géopolitiques – les conditions macroéconomiques domestiques favorables et le niveau élevé des taux d'intérêt réels offrent une marge de manœuvre pour un nouvel assouplissement.

Sur le plan domestique, le MPC relève que la croissance réelle a atteint 6,0% en 2025, l'inflation est tombée à 3,3% en février 2026 et que la croissance de la masse monétaire diminue. Le secteur externe reste robuste, avec un excédent commercial de 3,7 Md USD sur les deux premiers mois de 2026 (contre 2,1 Md USD sur la même période en 2025), des réserves de change s'élevant à 14,5 Md USD (équivalent à 5,8 mois d'importations) et un cedi relativement stable. Le gouverneur de la BoG a également indiqué que la constitution de

réerves devrait s'intensifier pour porter la couverture des importations à 15 mois d'ici 2028.

Le MPC a toutefois noté la montée des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et les pressions inflationnistes qui en découlent sur les secteurs de l'énergie et des engrais. Néanmoins, ses prévisions d'inflation totale se maintiennent à l'intérieur du couloir de tolérance défini par la BoG .

Dans ce contexte, le MPC a décidé de poursuivre l'assouplissement progressif et régulier de sa politique monétaire entamé en juillet 2025, lorsque le taux directeur était de 28%.

La prochaine réunion du CPM est prévue du 18 au 20 mai 2026.

Le COCOBOD débloque 336 M EUR pour régler les arriérés dus aux producteurs de cacao

[Le Conseil ghanéen du cacao \(COCOBOD\) a versé environ 4,2 Md GHS \(336 M EUR\) aux sociétés d'achat agréées \(LBCs\) afin de régler les producteurs de cacao qui n'ont pas été payés depuis novembre dernier.](#) Dans un entretien accordé à Citi Business News, le responsable des affaires publiques du COCOBOD a déclaré que les fonds avaient déjà été débloqués pour les LBCs la semaine du 9 mars et que si certains agriculteurs attendent encore leur paiement, d'autres l'ont déjà reçu grâce aux accords de financement existants entre COCOBOD et les LBCs.

[Le COCOBOD rémunère actuellement les producteurs à un niveau équivalent à environ 133% du prix de marché mondial.](#) Ainsi, malgré l'annonce, à la mi-février, d'une diminution historique du prix producteur d'environ 40% pour le reste de la campagne 2025-2026 (de 51 660 à 41 392 GHS par tonne), le niveau de rémunération demeure élevé au regard des références internationales, dans un contexte de poursuite du repli des cours mondiaux. Cette situation reflète la volonté des autorités ghanéennes d'atténuer l'impact de la dégradation de la conjoncture mondiale sur les revenus des producteurs. À cet égard, la baisse du prix producteur s'est accompagnée de l'instauration d'un prix plancher équivalent à 90% du prix FOB pendant la période de crise, contre 70% en régime habituel.

La Banque du Ghana cède une partie de son or pour diversifier ses réserves

[Dans sa déclaration d'ouverture de la Commission parlementaire de l'économie et du développement, le gouverneur de la Banque du Ghana \(BoG\) a révélé que des mesures ont été mises en place pour diversifier les réserves internationales du pays, consolidées dernièrement par l'achat d'or via le Programme national d'achat d'or \(DGPP\).](#) Avant le lancement du programme en 2021, la BoG détenait

environ 8,7 tonnes d'or ; en octobre 2025, son stock dépassait les 40 tonnes soit environ 42% des réserves internationales brutes du Ghana.

Cette augmentation de la part de l'or est également due à l'évolution des marchés mondiaux de l'or (hausse du cours de 62% entre janvier et octobre 2025). Le gouverneur a souligné qu'une telle concentration sur une seule classe d'actifs introduisait un risque de concentration. Le FMI indique par ailleurs que les pays ayant un niveau de revenu par habitant similaire à celui du Ghana conservent généralement un cinquième de leurs réserves en or, dans le cadre d'un portefeuille diversifié.

Compte tenu de ces considérations, la Banque a procédé à un rééquilibrage « mesuré » de son portefeuille, en convertissant une partie de ses avoirs en or en actifs de change. Le gouverneur a insisté sur le fait que cette action n'a pas entraîné de perte pour les actifs nationaux du Ghana, que ce n'est pas la première fois que la BoG rééquilibre son portefeuille d'or et que la BoG reste attentive aux risques liés à la conjoncture mondiale, notamment aux changements des conditions financières et à la volatilité des prix des matières premières.

Le Ghana introduit un nouveau système de redevances sur l'or

[Lors d'une interview accordée à Reuters, le directeur de la Commission minière du Ghana a déclaré que le Ghana maintiendra la mise en œuvre d'un nouveau régime de redevances aurifères à taux variable, indexé sur le cours de l'or, et ce malgré les réserves de certains acteurs du secteur minier.](#)

Selon Reuters, ce nouveau régime de redevances remplacera le taux fixe de 5% par un taux progressif qui pourra monter jusqu'à 12% lorsque le cours de l'or atteindra 4 500 USD/once, au moment même où l'or se négocie à plus de 5 000 USD/once. Les redevances sur le lithium suivront également un barème progressif : le taux minimum sera de 5% (pour un prix de 1 500 USD/tonne ou moins) et augmentera jusqu'à un maximum de 12% dès que le prix atteindra ou dépassera 3 200 USD/tonne. Tous les autres minéraux conserveront un taux fixe de 5%.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

axel.robin@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr